



## Déclaration liminaire CSAL FS du 10 octobre 2025

A l'heure où tombe les premières feuilles d'automne sur le 93, nous reviennent en mémoire ce vers de *Chant d'automne* de Baudelaire « Adieu vive clarté de mes étés trop courts ». Pour ceux d'entre nous qui ont pu prendre des vacances, espérons que cette pause estivale nous aura permis de recharger ce que l'on pourrait appeler notre nappe phréatique de soi. Cette énergie nous sera utile pour les luttes à venir car un constat s'impose : nos vies professionnelles sont de plus en plus soumises au rouleau compresseur du rationalisme gestionnaire. Le management algorithmique du néolibéralisme financier exige des travailleurs qu'ils s'adaptent en permanence à un monde impermanent. Dans ce contexte, le statut de fonctionnaire est devenu synonyme de rigidité et de coût.

Alors que le pays traverse une crise politique majeure, L'État, tel un canard sans tête s'enfonce dans le déni. Nous, Fonctionnaires devons tenir la barque. Que l'on s'appelle Bayrou Lecornu ou ..., les politiques d'austérités continuent à s'appliquer, sans vision, sans écoute, sans considération pour ceux qui font vivre le Service Public. La colère qui s'est exprimée dans la dernière période, nous conforte dans la volonté de rejet de cette politique. Que l'on ne nous dise pas que c'est la représentation nationale qui est responsable du manque de moyens au sein de notre direction. Suppressions d'emplois, gel du point d'indice, fin de la GIPA, passage à 90 % en cas d'arrêt maladie etc.... sont toujours d'actualité. Les choix que l'on paie aujourd'hui sont la gabegie des finances publiques : 300 milliards d'euros distribués aux entreprises, 70 milliards aux actionnaires non imposés. On voit que le « quoi qu'il en coûte », coûte très cher et nous n'avons pas à en supporter les conséquences.

### **Cette dette n'est pas la nôtre !**

Ce que les évangélistes du marché osent qualifier de coût, nous, nous l'appelons pouvoir d'achat et reconnaissance, et respect tout simplement.

Le plan Bayrou repris en grande partie par Lecornu a été présenté comme une grande réforme de modernisation mais il n'est en réalité qu'une nouvelle étape vers le démantèlement du statut des fonctionnaires et de réorganisations diverses, de

rationnalisation des espaces de travail, ouvrant la voie à davantage de précarité et de privatisation des services publics. Résultat : Des conditions dégradées dans les services, une baisse de motivation, une perte de sens, une augmentation des risques psychosociaux, et une perte de la notion de Service Public.

On ne demande plus aux agents d'agir intelligemment dans les limites que la législation fiscale leur fixe : on demande qu'ils réagissent en temps réel aux nombreux signaux indicateurs d'objectifs auxquels ils sont assignés. Dans ce cadre quel est le degré de connaissance du rôle des managers dans la réalité quotidienne des agents qu'ils sont censés diriger au sein de la DDFIP 93. Sous l'influence d'une digitalisation omniprésente et d'une obsession pour les chiffres, ces managers sont devenus des spécialistes du travail abstrait.

Tout doit être mesuré, évalué, vérifié, souvent en opposition à la qualité du travail. Ceci est un retour à la doctrine capitaliste de Taylor qui est observé à la DGFIP : la massification du travail. Dans ce renouveau de l'ancien monde, l'algorithme a remplacé le chronomètre et la réalité n'est plus perçue que par des représentations chiffrées. Une vision pleinement assumée au plus haut niveau.

Nos précédentes alertes ont été vaines et non entendues alors nous vous le répétons : nous ne voulons plus de cette logique de rendement qui détruit le collectif de travail, isole les agents, et favorise les comportements de harcèlement parfois couvert et minimisé par la DDFIP93.

### **Stop à cette maltraitance des agents.**

Sans jouer les Cassandra, nous avons eu de cesse de vous alerter sur les insidieuses méthodes à la DDFIP 93. Vous avez refusé d'écouter, d'apporter de réelles solutions. Désormais, les agents travaillent dans des conditions insoutenables . Si rien n'est fait, les drames à venir relèveront de votre responsabilité .

Nous rappelons que la prévention des risques professionnels qu'ils soient psychiques ou physiques est une obligation légale de la DDFIP 93 et une responsabilité morale de la direction. Il est grand temps que vous preniez des mesures qui répondent positivement aux situations de souffrances au travail, au lieu de vous réfugier derrière des tableaux de statistiques à qui on peut faire dire tout et son contraire.

La DGFIP vit dans l'illusion de pouvoir gouverner indéfiniment contre ses agents.